

Europe

LE CLIMAT EST DEVENU UN VRAI SUJET D'ACTUALITÉ EN TCHÉQUIE

Radek Kubala, André Kapsas

22/09/2020

La Tchéquie commence doucement à entrevoir et accepter un avenir sans charbon. André Kapsas, correspondant à Prague pour le Courrier d'Europe centrale, s'est entretenu avec Radek Kubala, un journaliste spécialiste des questions climatiques et environnementales pour le portail en ligne Denik Referendum. Celui-ci revient sur les enjeux de la fin du charbon, les plans douteux du gouvernement qui envisage de la compenser par une relance du nucléaire et les difficultés sociales et politiques qui accompagnent un passage aux énergies renouvelables.

Cet article, publié sur le site du [Courrier d'Europe centrale](#) le 11 septembre 2020, vous est proposé en accès libre. [Abonnez-vous](#) au Courrier d'Europe centrale pour vous tenir informé, pour accéder à 5000 articles en archives et pour soutenir le média francophone de référence sur la région !

André Kapsas : À la fin de 2019, après de longues tergiversations, le gouvernement tchèque s'est finalement prononcé en faveur des plans de l'Union européenne (UE) visant à la neutralité carbone d'ici à 2050, pour avoir une meilleure position dans les négociations qui concernent l'élargissement de la centrale nucléaire de Dukovany. Pourquoi ces hésitations ?

Radek Kubala : Il faut faire la part des choses entre les déclarations officielles du gouvernement et ses intentions cachées. Le gouvernement a tenté d'expliquer que la Tchéquie est un pays industriel, que cela serait trop difficile, que nous n'aurions pas le temps d'effectuer la transition d'ici à 2050, ni même pour les premiers objectifs de 2030. Puis il a avancé l'argument selon lequel il reviendrait d'abord à des pays comme la Chine de diminuer leurs émissions de gaz à effet de serre, l'Europe n'étant qu'un « petit joueur ».

Selon moi, le Premier ministre Andrej Babiš essayait plutôt de faire monter les enchères avec l'UE pendant ces négociations dans le but qu'elle le soutienne financièrement, et surtout qu'elle ne bloque pas la construction d'un nouveau réacteur à la centrale nucléaire de Dukovany. Lors du second sommet, quand l'UE a adopté la neutralité d'ici à 2050 (avec l'abstention de la Pologne),

Andrej Babiš a prétendu avoir réussi à négocier un soutien pour le nucléaire. Ce n'était pas vraiment exact, mais il a réussi à insérer dans l'accord une drôle de formulation reconnaissant le droit des États à leur propre mix énergétique et reconnaissant que l'énergie nucléaire faisait partie du mix de certains États. Ce qui ne veut pas vraiment dire quoi que ce soit, mais il a vendu ça en Tchéquie comme une contrepartie reçue de Bruxelles en échange du « oui » tchèque. Cela montre cependant que le blocage tchèque était surtout une tactique du gouvernement pour avoir une meilleure position dans les négociations pour l'élargissement de Dukovany.

Quel est le mix énergétique tchèque aujourd'hui et quels sont les problèmes liés à ses sources ?

La Tchéquie produit encore presque 50% de son énergie avec du charbon, c'est donc une part importante. Nous sommes les seconds après la Pologne sur ce plan-là.

Le charbon est aussi la première cause des émissions de gaz à effet de serre en Tchéquie. Et nous sommes le quatrième pollueur de l'Union européenne par habitant. À part le fait que cela contribue à la crise climatique, il y a aussi un important problème de pollution de l'air en Tchéquie, surtout dans le nord de la Bohême, où se trouvent plusieurs centrales électriques au charbon. Le problème est que plusieurs de ces centrales ont trente ou quarante ans. La majorité d'entre elles ont été construites sous l'ancien régime, elles n'ont pas été rénovées et ne répondent donc plus aux normes environnementales actuelles. Il y a donc un grave problème de pollution de l'air dans ces régions et cela occasionne de nombreux décès précoces.

Néanmoins, le gouvernement a mis sur pied une commission sur le charbon qui a vu le jour l'année dernière, en réaction aux manifestations « **Vendredis pour le futur** » des écoliers et étudiants et aux **actions du mouvement écologiste**. Elle devait proposer au gouvernement un plan de sortie du charbon d'ici à septembre, mais il ne sera prêt qu'à la fin de l'année.

Cette commission est une copie de la commission allemande, qui s'est prononcée pour la fin du charbon à l'horizon 2038. Mais il y a une grande différence : la commission allemande était composée pour moitié d'experts et pour l'autre moitié de politiciens, tandis que la tchèque est composée de politiciens, de représentants de l'industrie énergétique, d'un soi-disant expert qui travaille aussi pour une firme de charbon... et de seulement deux représentants des organisations écologistes et deux scientifiques, dont l'un affiche ouvertement ses positions climato-sceptiques.

Donc je n'attends rien de significatif de cette commission, même si la Tchéquie a fait un grand pas en avant en commençant à parler de la fin du charbon. Je crois qu'on va se diriger vers un plan de sortie d'ici à 2040 et qu'il y aura des pressions pour que ce plan inclue la construction de centrales

au gaz, qui est favorisé partout en Europe par l'industrie des énergies fossiles qui tente ainsi de se sauver. Et je crois que ce plan ouvrira également la porte à la construction du nouveau réacteur de Dukovany.

Il y a des gens qui font pression pour suivre l'exemple de la Hongrie d'Orbán, qui a pourtant signé un accord très peu favorable avec Poutine.

En ce qui concerne ce projet d'extension de la centrale nucléaire à Dukovany, des projets de loi ont été présentés en pleine vague épidémique au printemps dernier et tout semble se passer dans l'ombre, ce qui est fort critiqué par l'opposition et les organisations écologistes. Qu'en est-il ?

C'est bizarre. Cela doit être un des plus grands investissements en Tchéquie, mais en mars, en pleine pandémie, il y a eu de brutales pressions de la part du gouvernement pour faire passer une nouvelle loi sur le financement du nouveau réacteur. Cela m'a fait penser à la « stratégie du choc » de Naomi Klein. Puisque l'énergie nucléaire est très chère en ce moment, même trop chère, le gouvernement veut garantir au producteur que les citoyens couvriront les pertes si le coût de l'électricité produite par le nucléaire est plus élevé que le prix du marché. C'est ce que l'opposition critiquait, et moi aussi.

Il y a aussi un grand manque de transparence, puisque les documents et les contrats sont gardés secrets. On ne sait pas ce qui se négocie. Et selon ce qui est sorti, on sait que le gouvernement ment. Il dit que le projet coûtera 160 milliards de couronnes (6 milliards d'euros), mais les documents fuités dans les médias montrent qu'il s'agira plutôt de 250 milliards (environ 10 milliards d'euros). C'est donc très étrange et bien peu transparent.

Selon moi, ces efforts sont destinés à masquer l'intention du gouvernement de placer ce projet dans les mains de Rosatom. Par exemple, les conditions pour le nouveau bloc de la centrale ne conviennent qu'à Rosatom. Le président Miloš Zeman agite aussi ouvertement en faveur d'un accord avec la Russie. Il y a des gens qui font pression pour suivre l'exemple de la Hongrie d'Orbán, qui a pourtant signé un accord très peu favorable avec Poutine pour la construction de deux nouveaux réacteurs à la **centrale de Paks**. Comme beaucoup d'autres, je crains que le manque de transparence autour de ce projet ne vise qu'à produire un appel d'offres taillé sur mesure pour Rosatom.

Pendant le confinement, une nouvelle loi sur l'énergie verte est aussi passée, censée réguler le boom de l'industrie de l'énergie solaire qu'a connu la Tchéquie au début des années 2010.

Comment voyez-vous cette nouvelle loi ?

Au début des années 2010, les conditions du gouvernement pour le soutien à l'énergie solaire ont été si mal posées que c'est devenu une aubaine pour siphonner les fonds de l'État. Certaines grandes compagnies ont gagné beaucoup d'argent en construisant de grands projets solaires, notamment par le biais de paradis fiscaux. Et aujourd'hui nous payons encore des sommes énormes à cause de ces conditions extrêmement mal établies, entre autres parce qu'elles tenaient compte d'anciens prix de l'énergie solaire, beaucoup plus élevés qu'à l'époque de l'introduction des subventions.

C'est une des raisons qui ont fait que les sources d'énergie renouvelable ont mauvaise presse en Tchéquie et qu'il est dur d'en parler. Aujourd'hui encore, on parle des « barons du solaire » ou de « l'arnaque solaire ». Ce n'était pas la faute des sources d'énergie renouvelable, mais celle de ce gouvernement qui a choisi des conditions n'avantageant qu'une poignée de gens, au détriment des municipalités, des communautés et des PME.

La nouvelle loi tente de rectifier le tir en mettant des limites sur les subsides pour les nouveaux projets d'énergie renouvelable et en supprimant leurs subsides à des projets plus anciens. C'est plutôt bien, je n'ai rien contre, mais ils ne le font que pour atteindre les objectifs européens et les nouvelles conditions sont plutôt dangereuses. En effet, elles avantagent surtout les carburants dits biologiques, ce qui est clairement en faveur de l'empire agro-alimentaire Agrofert, qui appartient au premier ministre Babiš. Il prétend ne plus en être le propriétaire, mais il est clair qu'en réalité il est toujours à sa tête. Le soutien aurait dû aller aux énergies les moins chères et les plus efficaces, comme l'éolien et le solaire, mais le solaire n'a quasiment rien et l'éolien pas grand-chose, alors que ça profite surtout aux bio-carburants. Cela montre l'influence de Babiš et de son empire.

Il est clair que la fin du charbon viendra, mais il y a d'importantes pressions en faveur du nucléaire et puis en faveur du passage à l'énergie au gaz.

Serait-ce possible pour la Tchéquie de se passer à la fois du charbon et du nucléaire ?

Selon une étude de la firme Energynautics, en ce qui a trait à la production d'électricité, nous pourrions nous débarrasser des centrales électriques au charbon d'ici à 2030 si nous passions aux énergies renouvelables. Et même des centrales thermiques au charbon quelques années plus tard. De plus, selon l'Université Stanford, il est effectivement possible de passer à une production d'énergie 100% renouvelable d'ici à 2050.

Selon moi, il n'y a pas de problème à ce que les centrales nucléaires servent jusqu'au bout de leur

durée de vie prévue, mais en ce qui concerne la construction de nouveaux blocs, cela va être beaucoup trop cher et beaucoup trop long. Le gouvernement ne peut pas sérieusement parler de l'expansion du nucléaire comme condition à la sortie du charbon puisqu'il dit que la construction à Dukovany ne commencera qu'en 2030 et ne sera finie au plus tôt qu'en 2036. Avec les retards que l'on observe avec tous les projets nucléaires en cours en Europe, comme à Flamanville (France) ou Mochovce (Slovaquie), il est plus vraisemblable que cela prenne de dix à quinze ans.

Il est clair que la fin du charbon viendra, mais il y a d'importantes pressions en faveur du nucléaire et puis en faveur du passage à l'énergie au gaz. Donc il n'y a pas de volonté politique pour aller vraiment vers les énergies renouvelables comme en Allemagne. Il y a cependant plusieurs études sur la Tchéquie qui montrent que le pays pourrait passer à un mix énergétique sans charbon, sans nucléaire et sans gaz d'ici à trente ans.

Vous avez mentionné le mouvement écologiste, qui vient d'organiser plusieurs actions contre le charbon début septembre, mais qu'en est-il de l'opinion publique sur ces questions ?

Depuis que je suis actif sur cette question, dans les cinq à dix dernières années, l'opinion publique a énormément évolué. Le climat est devenu un vrai sujet d'actualité en Tchéquie. De nombreuses organisations ont vu le jour, les médias en parlent plus et ils en parlent mieux, et on voit aussi l'impact sur l'opinion publique. Les sondages montrent une forte prise de conscience : une majorité des citoyens considèrent la catastrophe climatique comme une menace sérieuse pour le pays. La majorité de la population veut la fin du charbon, même dans les régions minières du Nord.

Mais il y a quand même une spécificité tchèque. Par rapport à la Slovaquie, où j'ai aussi travaillé, c'est la présence du climato-scepticisme. C'est l'héritage de l'ancien président Václav Klaus, qui a été l'un des premiers à introduire les idées climato-sceptiques en Tchéquie, et cela biaise le débat aujourd'hui encore. L'actuel président Zeman montre aussi de telles tendances. En Slovaquie, on ne voit pas cela, surtout pas avec la présidente Zuzana Čaputová. Mais même nos politiciens climato-sceptiques concèdent que le temps du charbon est fini... tout en tentant de le prolonger le plus possible.

Nous apportons un point de vue de gauche critique, ce qui est rare dans l'espace médiatique tchèque vu l'héritage de l'ancien régime.

La presse francophone s'est intéressée à l'influence des « barons du charbon » sur les médias, depuis que le milliardaire tchèque Daniel Křetínský investit dans les médias français (Marianne, Le Monde). Est-ce un phénomène inquiétant ?

En Tchéquie, leur influence reste forte, mais c'est surtout Pavel Tykač et la compagnie ČEZ qui sont actifs ici. Křetinský a surtout des intérêts en Allemagne, en France et en Grande-Bretagne. En Tchéquie, il est le propriétaire du portail INFO.CZ, qui attaque souvent le mouvement écologiste mais ne va pas jusqu'à nier la réalité du réchauffement planétaire. De toute façon, le lobby du charbon est sur la défensive et ne réussit plus à faire face au mouvement écologiste. En plus, les gens comme Křetinský se réorientent vers le gaz. D'ailleurs, comme l'a montré **un livre d'enquête écrit récemment par un journaliste de Libération**, celui-ci investit dans le gaz en Slovaquie et développe plutôt des liens avec la Russie et l'Est. Ce sont des affaires d'une ampleur internationale, bien au-delà des frontières tchèques.

Le portail en ligne **Deník Referendum pour lequel vous travaillez est le média de référence sur les questions climatiques et environnementales. Qu'est-ce qui vous a poussé à mettre l'accent sur ces thématiques ?**

Le Deník Referendum a déjà plus de dix ans et nous avons été l'un des premiers médias tchèques à écrire de façon systématique sur les enjeux de la crise climatique. Nous sommes un média de gauche et dès le début nous avons tenté de parler du problème environnemental dans toute sa complexité, des fonctionnements du système, des liens entre les politiciens et les multinationales, etc. Cela s'est intensifié et maintenant je couvre la question climatique à temps plein, ce qui fait de moi le seul journaliste du pays qui se consacre entièrement à cette question. Nous sommes par exemple parmi les seuls à apporter une véritable analyse critique du Pacte vert européen. Nous ne sommes pas lus par les masses, mais nous réussissons à influencer la pensée dominante en apportant une couverture de qualité qui peut servir de matériel de référence pour les autres journalistes et les acteurs de la sphère publique. Nous apportons un point de vue de gauche critique, ce qui est rare dans l'espace médiatique tchèque vu l'héritage de l'ancien régime.